

Plérin, le 15 janvier 2024

unité départementale des Cotes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

Déchetterie de Saint-Hélen  
34 rue bertrand robidou -BP 56357  
22100 Dinan

Code AIOT : 0005514849

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans la déchetterie implantée au lieu-dit Conillé 22100 Saint-Hélen. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Dinan Agglomération
- lieu-dit conillé 22100 Saint-Hélen
- Code AIOT : 0005514849
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une déchetterie autorisée à exploiter par l'arrêté préfectoral du 10 août 2006. Cette autorisation concerne les rubriques 2710-1(collecte de déchets dangereux, classé DC), 2710-2 (collecte de déchets non dangereux, classé E), 2791-1 (broyage de déchets verts, classé A-2).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques pollution du milieu et incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/08/2006, article 1er	Sans objet
2	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
5	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
6	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	Sans objet
7	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	Sans objet
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	Sans objet
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie de SAINT HELEN est un site bien tenu. L'ensemble des constats est globalement satisfaisant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect des volumes autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2006, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Localisation et surfaces (2 500 m <sup>2</sup> ) exploitées Quantité des déchets dangereux : inférieur à 7 t Volume de déchets non-dangereux : 1626 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Les parcelles, les surfaces et les volumes exploités sont <b>CONFORMES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>La localisation du site et les surfaces exploitées n'ont pas subi de changement majeur depuis la dernière inspection de 2016.</li> <li>Le volume de déchets non-dangereux est estimé à 1 559 m<sup>3</sup> (déchets verts inclus).</li> <li>La quantité de déchets dangereux présente sur site est inférieure à 7 tonnes.</li> <li>Dinan Agglomération a déclaré travailler sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Une harmonisation des tris et des horaires entre les différentes déchetteries de l'agglomération pour 2024 ;</li> <li>Le maillage des déchetteries après 2024 ;</li> <li>Les déchets verts auprès des particuliers et des professionnels (tri à la source des biodéchets) ;</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Clôture de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site est dûment clôturé – <b>CONFORME</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Distances pour stockage de déchets verts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé qu'il ne broyait plus de déchets verts sur le site. Ils sont régulièrement évacués en vrac vers Combourg ou St Méloir. L'exploitant a fourni les bordereaux de transports. Néanmoins, une réflexion globale sur la gestion des déchets verts au sein de l'agglomération est en cours. L'exploitant doit informer la DREAL Bretagne de l'évolution du site. L'exploitant doit respecter l'AM du 06/06/2018, notamment les règles de distances de stockage s'il souhaite conserver la rubrique 2791-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites

**N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li><li>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie</li></ul>

<p>et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> Un poteau incendie est situé dans l'enceinte de la déchetterie de St Helen (pression statique = 4.5 bars / pression dynamique = 2.5 bars à 60m<sup>3</sup>/h). Différents extincteurs sont présents sur les lieux, ils correspondent aux risques spécifiques et dûment contrôlés. – <b>CONFORME</b></p> <p>Par ailleurs, le site dispose d'une rétention d'eau d'extinction, l'exploitant doit s'assurer de son étanchéité et de sa bonne mise en pratique par le personnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Collecte des eaux pluviales.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les eaux pluviales souillées passent par un déboureur déshuileur entretenu le 08 novembre 2023. – <b>CONFORME</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Locaux d'entreposage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I &gt; 2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets</p>

d'équipements électriques et électroniques et des piles.
<b>Constats</b> : Les déchets dangereux sont dûment entreposés. – <b>CONFORME</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 7 : Ventilation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée</b> : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
<b>Constats</b> : Les locaux de stockage de déchets dangereux sont ventilés. L'exploitant doit veiller à laisser les grilles dégager afin de favoriser la circulation de l'air. – <b>CONFORME</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 8 : Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée</b> : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
<b>Constats</b> : Les matières dangereuses sont stockées dans un local dédié et bétonné. – <b>CONFORME</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite

#### N° 9 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée</b> : Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
<b>Constats</b> : Les cuvettes de rétention sont présentes, elles ne présentent pas de fissures et sont séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. – <b>CONFORME</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite